

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

PREMIÈRE SESSION

Projet de loi n° 1

**Loi modifiant la Loi sur la
Société d'habitation du Québec**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. GUY TARDIF

Ministre délégué à l'Habitation et à la Protection du consommateur

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 1

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'élargir le rôle de la Société d'habitation du Québec vouée principalement à ce jour à la réalisation de logements sociaux, pour lui permettre d'implanter divers autres programmes d'habitation destinés à l'ensemble des familles et d'assurer à la Société les moyens appropriés à leur réalisation.

Il permet notamment la mise en oeuvre d'un programme d'accession à la propriété et élimine certains empêchements à la concrétisation du programme de restauration résidentielle connue sous le nom de LOGINOVE. De plus, il permet aux municipalités de participer à la réalisation de ces programmes.

Il prévoit enfin que les programmes qui y sont visés puissent avoir effet, en tout ou en partie, à compter du 1^{er} mai 1981.

Projet de loi n° 1

Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8) est modifiée par l'insertion, après l'article 94.2 édicté par l'article 126 du chapitre 48 des lois de 1979, des articles suivants:

«**94.3** Le gouvernement peut, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, autoriser la Société à préparer et à mettre en oeuvre tout programme permettant à la Société de rencontrer ses objets.

À cette fin, la société peut, en outre des pouvoirs que lui confère la présente loi, acquérir par expropriation les immeubles indiqués dans le programme.

«**94.4** Dans l'exécution d'un programme mis en oeuvre par la Société en vertu de la présente loi, la Société peut, dans la mesure que détermine le gouvernement, accorder une subvention, garantir un prêt ou un emprunt ou consentir un prêt et, le cas échéant, en faire remise.

«**94.5** Une municipalité peut, conformément à la loi qui la régit, participer financièrement à un programme mis en oeuvre par la Société en vertu de la présente loi.».

2. Les articles 94.3 à 94.5 édictés par l'article 1 ont effet à compter du 1^{er} mai 1981 et le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, donner effet, en tout ou en partie, à un programme qui y est visé à compter de toute date postérieure au 30 avril 1981.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.